

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



CAMEROUN

**PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DU CADASTRE ET
AU CLIMAT DES AFFAIRES (PAMOCCA)**

OSGE/GECL

Novembre 2013

TABLE DES MATIÈRES

I – INTRODUCTION	1
II – PRÉSENTATION DU PAMOCCA	2
2.1. Données de base du PAMOCCA	2
2.2. Etat d'exécution du PAMOCCA.....	2
III – JUSTIFICATION ET DESCRIPTION DU FINANCEMENT ADDITIONNEL	4
3.1. Justification du financement additionnel.....	4
3.2. Besoin de financement additionnel	5
3.3. Description des activités financées par le prêt additionnel FSN	5
3.4. Coût additionnel et dispositifs de financement	6
IV – FAISABILITE DU PROJET	8
4.1 Performance économique et financière	8
4.2 Impact environnemental et social.....	9
4.3 Impact sur le genre	9
V – EXECUTION	10
5.1 Dispositions en matière d'exécution	10
5.2 Gouvernance.....	11
5.3 Soutenabilité.....	11
5.4 Gestion des risques.....	12
5.5 Développement des connaissances.....	12
VI – Cadre juridique	13
6.1 Instrument légal.....	13
6.2 Conditions associées à l'intervention de la Banque	13
VII – CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	13
7.1 Conclusion.....	13
7.2 Recommandations	13

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.2-1 : Description des activités du PAMOCCA financées par le FAD.....	3
Tableau 3.3-1 : Activités financées par le prêt FSN additionnel en millions d'UC	6
Tableau 3.4-1 : Coût estimatif des activités additionnelles dans les composantes du PAMOCCA.....	7
Tableau 3.4-2 : Coût estimatif des activités additionnelles par source de financement	7
Tableau 3.4-3 : Coût des activités additionnelles du PAMOCCA par catégorie de dépenses.....	7
Tableau 3.4-4 : Calendrier des dépenses par composantes (en milliers d'UC)	8
Tableau 4.1-1 : Principaux indicateurs de performance du projet	9
Tableau 5.4-1 : Risques dans la gestion du projet et mesures d'atténuation	12

LISTE DES APPENDICES

Appendice 1 : Cameroun - Principaux indicateurs macroéconomiques	
Appendice 2 : Tableau du portefeuille actif de la BAD au Cameroun au 30 juin 2013	
Appendice 3 : Carte de la zone du projet	
Appendice 4 : Tableau résumé des interventions des bailleurs de fonds	
Appendice 5 : Description détaillée des activités additionnelles financées par le prêt FSN	
Appendice 6 : Glossaire des termes techniques du rapport	

Equivalences monétaires

Août 2013

Unité monétaire	=	XAF (Francs CFA)
1 UC	=	747,745 XAF
1 UC	=	1,1498 Euros
1 UC	=	1,5039 \$ EU

Année fiscale

1^{er} janvier – 31 décembre

Sigles et abréviations

ACAFEJ	:	Association camerounaise des femmes juristes
AOI	:	Appel d'offres international
AON	:	Appel d'offres national
API	:	Agence de promotion des Investissements
AT	:	Assistance technique
B2B	:	<i>Business-to-business</i> (mise en relations des entreprises)
BAD	:	Banque africaine de développement
CAA	:	Caisse autonome d'amortissement
CBF	:	<i>Cameroon Business Forum</i>
CEP	:	Cellule d'exécution du projet
CMFO	:	Bureau de la BAD au Cameroun
CMFO	:	<i>Cameroon Field office</i> (Bureau de la BAD au Cameroun)
CTO	:	Comité technique d'orientation
CU	:	Communauté urbaine
DGI	:	Direction générale des impôts
DSCE	:	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi
ENAM	:	Ecole nationale de l'administration et de la magistrature
ENSTP	:	Ecole nationale supérieure des travaux publics
FAD	:	Fonds africain de développement
FSN	:	Fonds spécial du Nigéria
GdC	:	Gouvernement du Cameroun
INC	:	Institut national de cartographie
MINDCAF	:	Ministère des domaines du cadastre et des affaires foncières
MOD	:	Maîtrise d'ouvrage déléguée
OCDE	:	Organisation de coopération et de développement économiques
PAMOCCA	:	Projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires
PNG	:	Programme national de gouvernance et de lutte contre la corruption
PTF	:	Partenaire technique et financier
RAF	:	Responsable administratif et financier
UGD	:	Unité de gestion déléguée

Fiche de projet

Fiche du client

EMPRUNTEUR : Gouvernement du Cameroun

ORGANE D'EXECUTION : Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF)

Plan de financement

Source	Montant (UC)	Instrument
Financement Initial FAD	7.000.000	Prêt
Gouvernement	1.220.000	Fonds de contrepartie
Total financement initial	8.220.000	
Financement additionnel FSN	5.000.000	Prêt
Gouvernement	1.588.458	Fonds de contrepartie
Total financement additionnel	6.588.457	

Importantes informations financières sur le prêt FSN

Monnaie du prêt / don	UC
Type d'intérêts*	Sans Objet
Marge du taux d'intérêt*	Sans Objet
Commission d'engagement*	0,50% par an du montant non décaissé commençant à courir 120 jours après la signature de l'accord de prêt
Commission de service	0,75 % par an du montant décaissé et non remboursé
Période de remboursement	20 ans
Différé d'amortissement	7 ans

* *Si applicable*

Durée – principales étapes (attendues)

Approbation de la note conceptuelle	19 juillet 2013
Approbation du projet	4 décembre 2013
Entrée en vigueur	Février 2014
Achèvement	30 décembre 2017
Dernier décaissement	30 mars 2018
Dernier remboursement	

Résumé Analytique

1. La présente proposition vise à accorder un financement additionnel de 5 millions d'UC au Projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA) afin d'étendre ses activités à d'autres régions du pays et renforcer la durabilité des résultats.
2. Le PAMOCCA est un projet pilote qui vise à apporter un appui au Gouvernement en vue de renforcer la gouvernance dans la gestion foncière et domaniale, à travers la modernisation du cadastre dans quatre villes, chefs-lieux de régions du pays (Yaoundé, Douala, Maroua et Garoua) et la révision du cadre législatif, réglementaire et institutionnel lié au foncier. Après une étude-diagnostic menée par la Banque en 2009, le Conseil du FAD a approuvé le 15 novembre 2010 (ADF/BD/WP/2010/117/Approuvé) un prêt de 7 millions d'UC en vue de financer le projet, qui informait par ailleurs d'une soumission ultérieure d'une proposition de financement additionnel, afin de répondre de manière adéquate aux besoins de modernisation du cadastre. Le PAMOCCA a démarré ses activités en mars 2012 et a bénéficié de l'Approche résultat rapide dans sa mise en œuvre. A ce jour, la quasi-totalité des marchés de biens et services financés par le projet ont été lancés. Il est attendu d'ici la fin de l'année un niveau d'engagement des ressources du projet d'environ 90%.
3. Le prêt additionnel de 5 millions d'UC sollicité par le Gouvernement auprès du Fonds Spécial du Nigéria (FSN), vise à étendre la modernisation du cadastre dans les six autres villes, chefs-lieux de régions du pays afin de couvrir les dix chefs-lieux de régions du pays. Ce prêt servira également à financer un vaste programme de renforcement des capacités en matière de gestion foncière et domaniale, à travers des formations continues, ainsi que la création d'une filière spécialisée à l'Ecole nationale de l'administration et de la magistrature (ENAM).
4. Le prêt additionnel vise à consolider et à amplifier les résultats attendus du PAMOCCA qui sont : (i) un accès amélioré à des titres fonciers fiables et sécurisés ; (ii) l'augmentation des recettes fiscales dans les villes qui seront dotés d'un cadastre fiable et numérisé ; et (iii) une amélioration de l'environnement des affaires.
5. En matière de développement des connaissances, le PAMOCCA apportera une contribution substantielle à travers des études et des formations ci-après : (i) étude en vue de la cartographie de l'ensemble du pays ; (ii) une étude pour la création d'un cadastre national ; (iii) une étude sur l'aménagement du territoire national ; et (iv) une étude sur l'accès des femmes au foncier. Dans le domaine de la formation, le projet aidera à la définition de nouveaux curricula à l'Ecole nationale supérieure de travaux publics (ENSTP) et à l'ENAM pour la formation des techniciens et ingénieurs topographes et la création d'une filière spécialisée en gestion foncière et domaniale. Ces études constituent l'une des principales valeurs ajoutées du projet, en plus de la création des premiers cadastres numériques du pays, reliés à un référentiel géodésique unique.
6. La Direction recommande au Conseil d'administration d'approuver le prêt FSN d'un montant de 5 millions, comme un financement additionnel au PAMOCCA afin de renforcer son impact sur la gouvernance foncière et domaniale dans l'ensemble du pays.

Calendrier d'exécution du Projet

Designation des acitivités	2014				2015				2016				2017				2018	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Lancement du projet																		
Recrutement des prestataires chargé des travaux de constructions et de réhabilitation bâtiments du MINDCAF																		
Travaux de construction des deux délégations régionales (EBOLOWA et BUEA)																		
Travaux de réhabilitation de quatre délégations régionales (N°Gaoundéré; Bertoua; Bamenda et Bafoussam)																		
Recrutement des fournisseurs chargés de la livraison du matériel technique et informatique ordinaire du MINDCAF et API et INC																		
Livraison du matériel technique et informatique ordinaire du MINDCAF et API et INC																		
Recrutement du MOD chargé de l'informatisation (INAC/MINDCAF) de la densification du réseau et de la création d'une base de données de réserve foncière																		
Livraison des études sur l'informatisation du MINDCAF (6 régions) et de l'API																		
Recrutement du fournisseur chargé de la livraison du matériel informatique de réseau du MINDCAF et de l'API																		
Livraison du matériel informatique de réseau pour le MINDCAF et l'API et mise en réseau																		
Dématérialisation des titres fonciers																		
Densification du réseau géodésique																		
Etude-diagnostic pour la mise en fonctionnement du réseau de stations GPS permanentes																		
création d'une base de données de réserves foncières																		
Etude pour la création d'une base de données sur les réserves foncières																		
Formation et saisi des données dans la base de données																		
Maintenance et Entretien des équipements informatiques du MINDCAF																		
Etude sur l'accès des femmes à la propriété foncière (ACAFEJ)																		
Appui à l'ACAFEJ pour les campagnes de sensibilisation)																		
assistance technique au comité scientifique chargé de l'élaboration des programmes de formation des cadres spécialisés en Gestion Foncière et Domaniale à l'ENAM																		
Convention avec l'ENAM pour la Formation Continue de 200 cadres du MINDCAF																		
Convention avec l'ENAM pour la mise en œuvre d'un programme de formation spécialisé en Gestion financière et domaniale																		
Achat d'équipements pour la CEP																		
Audit des comptes																		

Cadre logique axé sur les résultats

Pays et titre du projet: Cameroun – Financement additionnel au projet d'appui à modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA)

But du Projet : Valoriser le capital foncier du pour renforcer la croissance de manière durable et réduire la pauvreté

	CHAÎNE DES RESULTATS	INDICATEURS DE PERFORMANCE			MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/MESURES D'ATTENUATION
		Indicateur (y compris les ISC)	Situation de référence	Cible		
IMPACT	Amélioration de la gouvernance foncière pour une croissance des investissements privés et une réduction de la pauvreté	Part des investissements privés dans le PIB	14,2 % en 2012	> 15.3 % en 2017	Rapport de mise en œuvre du DSCE	
		Incidence de la pauvreté	39,9% en 2007	< 32 % en 2017		
	Effet 1 : L'accès équitable aux droits fonciers sécurisés et fiables est amélioré	Nombre de titres fonciers ¹ délivrés par an dans le nouveau référentiel géodésique national Pourcentage de titres fonciers délivrés aux femmes	0 par an (2012) 0,6 % (2012)	10 000 titres par an à partir de 2017 3% en 2017	Rapport d'activités du MINDCAF	
EFFETS	Effet 2 : La mobilisation des recettes foncières est améliorée	Montants des ressources issues de la fiscalité foncières	8,7 Mds FCFA (2012)	10 Mds en 2017	Rapport d'activités du MINDCAF et de la DGI	1/ Niveau de gouvernance générale dans le pays et cloisonnement des initiatives et réformes relatives aux questions foncières. Risque mitigé par des audits réguliers du projet et un suivi rapproché de CMFO
	Effet 3 : L'environnement des affaires est amélioré	Délais moyen d'obtention des titres fonciers dans l'ensemble du pays Superficie de réserves foncières constituées pour les activités agro-industrielles	12 mois (2012) 400 000 ha en 2012	6 mois en 2017 3000 000 ha en 2017	Rapport d'activités du MINDCAF	
	Composante 1 - Modernisation du cadastre et des domaines					
PRODUITS	Modernisation du plateau technique en matière de gestion foncière et domaniale	1. Nombre de chefs-lieux de régions dotés d'équipements modernes de géodésie 2. Nombre de chefs-lieux de régions dotés d'un système intégré de gestion des titres fonciers 3. Nombre de points de référence de quatrième et cinquième ordre matérialisés par des bornes	1. 3 chefs-lieux de régions sur 10 en 2013 2. Aucun chef-lieu de région en 2013 3. 1159 bornes sur 20025 (5,6%) en 2013	1. Tous les 10 chefs-lieux régions du pays en 2017 2. Tous les 10 chefs-lieux de régions en 2017 3. 3000 bornes (15%) en 2017	Rapport MINDCAF	2/ Capacités d'exécution du Projet par la CEP Mitigation : reconduction de la CEP du PAMOCCA et renforcement par un comptable et un informaticien
	1. Le plateau technique des services du cadastre est amélioré 2. La gestion des titres fonciers est dématérialisée 3. Le réseau de géodésie est densifié					
Composante 2 - Valorisation du système cadastral et domaniale pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations						
VI TÉS	Renforcement des capacités techniques, institutionnelles et Organisationnelles	1. Nombre d'agents en fonctions ayant participé à des formations continues 2. Nombre d'étudiants admis à l'ENAM pour la formation spécialisée en gestion foncière et domaniale 3. Disponibilité de bases de données accessibles à l'API 4. Nombre de campagnes de sensibilisations réalisées par l'ACAFEJ	1. Absence de formation continue 2. Aucun étudiant avant 2013 (absence d'une filière spécialisée à l'ENAM) 3. Absence de base de données 4. Aucune campagne en 2012	1. Au moins 200 agents formés entre 2014 et 2017 2. Au moins de 200 étudiants admis à suivre la formation entre 2014 et 2017 3. Base de données opérationnelle avant 2017 4. Au moins trois campagnes de sensibilisation entre 2014 et 2017	Rapport MINDCAF Rapports ENAM/MINDCAF/ Rapports MINDCAF/API Rapport d'activités ACAFEJ/CEP PAMOCCA	3/ Insuffisances de ressources humaines au MINDCAF Mitigation : engagement du gouvernement à compléter les effectifs du MINDCAF
	1. Le personnel des administrations en charge de la gestion foncière et domaniale est mis à niveau 2. Un programme de formation de cadres diplômés spécialisés en gestion foncière et domaniale est mis en place à l'ENAM 3. L'Agence de promotion des investissements (API) est renforcée et dotée d'un accès aux bases données des réserves foncières agricoles, industrielles et commerciales L'ACAFEJ en renforcée pour mener des campagnes de sensibilisations sur le droit foncier					
ACTIVITÉS CLÉS				INTRANTS		

¹ Voir définition des termes techniques dans le glossaire (Appendice 6)

CHAINE DES RESULTATS	INDICATEURS DE PERFORMANCE			MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/MESURES D'ATTENUATION	
	Indicateur (y compris les ISC)	Situation de référence	Cible			
Composantes	Coût total en millions de FCFA			Coût total en millions d'UC		
	Devise	ML	Total	Devise	ML	Total
1. Modernisation du cadastre et des domaines	1,315.28	1,778.00	3,093.28	1,759.00	2,377.81	4,136.80
-Acquisition d'équipements topographiques et informatiques pour six services régionaux du cadastre -Réhabilitation des bâtiments des délégations du MINDCAF - Densification du réseau géodésique - Informatisation de la gestion foncière et domaniale,						
2. Valorisation du système cadastral et domaniale pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations	220.00	730.00	950.00	294.22	976.27	1,270.49
- Formation de 200 agents à la prise en main des équipements et à l'utilisation des logiciels d'application - Financement de la formation continue en gestion du cadastre et des domaines - Création d'une filière à l'ENAM pour la formation des administrateurs et inspecteurs en gestion foncière et domaniale -Assistance technique pour l'étude et la collecte des données pour la mise en place d'une base de données sur les réserves foncières						
3. Gestion du Projet	27.28	599.10	626.38	36.48	801.21	837.69
Total coût de base	1,562.56	3,107.10	4,669.66	2,089.70	4,155.29	6,244.98
Imprévus physiques	39.06	77.68	116.74	52.24	103.88	156.12
Provision pour hausse des prix	46.88	93.21	140.09	62.69	124.66	187.35
Coût total du projet	1,648.50	3,277.99	4,926.49	2,204.63	4,383.83	6,588.46

PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DU CADASTRE ET AU CLIMAT DES AFFAIRES (PAMOCCA)

PROPOSITION VISANT L'OCTROI D'UN PRÊT ADDITIONNEL

La présente proposition soumise à l'approbation du Conseil, porte sur l'octroi d'un prêt additionnel de 5 millions d'UC, sur les ressources du Fonds spécial du Nigéria (FSN) à la République du Cameroun, pour le financement du Projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA). Ce projet a déjà bénéficié d'un prêt de 7 millions d'UC sur les ressources du FAD, approuvé par le Conseil d'administration de la Banque le 15 novembre 2010, qui informait également sur une soumission ultérieure d'une proposition de financement additionnel, afin de répondre de manière adéquate aux besoins de modernisation du secteur. Le financement additionnel sollicité va permettre d'une part, une extension des activités du projet aux six autres villes chefs-lieux de régions du pays et d'autre part, de renforcer la durabilité des résultats du PAMOCCA par un vaste programme de renforcement des capacités des agents de l'Etat en charge de la gestion foncière et domaniale.

I – INTRODUCTION

1.1 Le Gouvernement a inscrit la modernisation de la gestion cadastrale et domaniale comme une priorité de la Stratégie nationale pour la Croissance et l'Emploi (DSCE 2010-2020). Ce choix stratégique a été guidé par des études diagnostics dont celle menée avec l'appui de la Banque en 2009², qui a mis en évidence les enjeux liés à la mise en place d'un cadastre polyvalent national fiable, pour diversifier l'économie et attirer des investissements directs étrangers (IDE), mais également pour maintenir la cohésion sociale. Les principaux constats de l'étude sont les suivants : (i) difficultés d'accès à la propriété foncière, (ii) insuffisance de l'offre des terrains domaniaux, (iii) mauvaise gestion du patrimoine de l'Etat, (iv) absence d'un système de cadastre fiable et (v) insuffisance de moyens humains et matériels. L'étude a formulé des recommandations pour remédier aux insuffisances relevées, notamment (i) la révision du cadre institutionnel et réglementaire ; (ii) la modernisation de la gestion logistique du cadastre et des domaines, en dotant les services en équipements performants et en sécurisant les archives ; et (iii) le renforcement des capacités du personnel par des formations, initiales et continues appropriées.

1.2 Sur la base de cette étude-diagnostic, la Banque a accordé en 2010, un premier appui sous forme de prêt FAD de 7 millions d'UC pour la modernisation du cadastre dans quatre villes³, chefs-lieux de régions du pays, à travers le Projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA). L'actualisation en 2012 de l'étude-diagnostic a confirmé la pression grandissante sur le foncier et la nécessité d'intensifier les actions visant une modernisation de la gestion foncière et domaniale dans l'ensemble du pays. L'évaluation de la performance des institutions publiques (EPIP) calculé par la Banque, et le Rapport *Doing business 2013* de la Banque mondiale confirment que les droits de propriété, la qualité de l'administration publique et la corruption constituent des domaines où le gouvernement doit

² Cameroun : étude diagnostique pour la modernisation des secteurs du cadastre et des domaines - ADB/BD/IF/2009/347 - ADF/BD/IF/2009/342, 30 décembre 2009.

³ Les quatre régions sont : Yaoundé ; Douala ; Maroua et Garoua. Le Cameroun est subdivisé en dix régions. Ces régions sont divisées en 58 départements regroupant 374 arrondissements et municipalités .Voir Appendice 3 : Carte de la zone du projet.

redoubler d'effort pour améliorer sensiblement sa performance. Selon le rapport *Doing business*, le coût d'obtention d'un permis de construire au Cameroun représente plus de 1008% du revenu par habitant, contre 751,6% en Afrique subsaharienne et 78,7% dans les pays de l'OCDE. En ce qui concerne les délais de transfert de propriété, ils atteignent en moyenne 93 jours, contre 65 jours en Afrique subsaharienne et 26 jours dans les pays de l'OCDE.

1.3 L'appui accru que la Banque ambitionne d'apporter au secteur du foncier est en ligne avec la stratégie d'intervention de la Banque au Cameroun. En effet, la revue à mi-parcours du Document de stratégie-pays (DSP 2010-2014) réalisée en 2012, a confirmé les deux piliers initiaux du DSP : (i) renforcement de la gouvernance en vue d'améliorer la gestion stratégique de l'Etat et (ii) développement des infrastructures.

1.4 Le financement initial de 7 millions d'UC accordés par la Banque en 2010 permettra de réviser le cadre légal et institutionnel de la gestion foncière et domaniale, ainsi que la modernisation du cadastre dans les quatre villes couvertes pour le projet. Le financement additionnel sollicité par le Gouvernement vise à intensifier ses actions par une extension de la modernisation du cadastre aux six autres villes chefs-lieux de régions du pays d'une part. Il ambitionne d'autre part de renforcer la durabilité des résultats du PAMOCCA par un vaste programme de formations des agents de l'Etat en charge de la gestion foncière et domaniale.

II – PRESENTATION DU PAMOCCA

2.1. Données de base du PAMOCCA

2.1.1 Le PAMOCCA a été approuvé en novembre 2010 en vue valoriser le capital foncier du Cameroun et contribuer à renforcer durablement la croissance et réduire la pauvreté. De manière spécifique, le projet vise à atteindre les objectifs ci-après : (i) un accès équitable aux droits fonciers sécurisés et fiables est amélioré ; (ii) une amélioration de la mobilisation des recettes foncières et (iii) une amélioration de l'environnement des affaires.

2.1.2 Le projet se décline en trois composantes : (i) Composante 1 - Modernisation du cadastre et des domaines ; (ii) Composante 2 : Valorisation du système cadastral et domaniale pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations ; (iii) Composante 3 : Gestion du projet. Le coût initial du projet est de 8,22 millions d'UC (soit 6,28 milliards de FCFA, au taux de change en vigueur en août 2010), dont 4,07 millions d'UC en devises (49,56%) et 4,15 millions d'UC en monnaie locale (50,44%). La participation du FAD au financement du projet est de 7,00 millions d'UC, et la contrepartie du Gouvernement est de 1,22 millions d'UC (soit respectivement 85% et 15% du coût total du projet). Les fonds de contrepartie gouvernementale financent essentiellement les travaux de construction et de réhabilitation des délégations du MINDCAF dans les quatre villes d'intervention du PAMOCCA.

2.2. Etat d'exécution du projet

Le projet a démarré ses activités en mars 2012. Il a bénéficié de l'Approche résultat rapide, ce qui a permis de rattraper le retard accusé pour le lancement du projet. A ce jour, tous les organes de gestion du projet sont opérationnels et la quasi-totalité des marchés de biens et de services financés par le prêt FAD ont été lancés. Il est attendu d'ici la fin de l'année un engagement des ressources à hauteur de 90%. Le tableau ci-après présente les activités financées le PAMOCCA et le niveau de réalisation :

Tableau 2.2-1 :
Description des activités du PAMOCCA financées par le FAD

#	Nom de la composante	Principales activités	Etat de réalisation	Coût
1.	Composante I	Modernisation du cadastre et des domaines		4,61
1.1	Modernisation des plateaux techniques des directions centrales et de délégations régionales	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction/réhabilitation des bâtiments des délégations du MINDCAF dans les <u>4 villes, chefs-lieux</u> de régions (financé sur la contrepartie gouvernementale) ; 2. Acquisition de matériels techniques de géodésie et de topographie pour mettre à niveau les plateaux techniques des délégations du MINDCAF dans les 4 régions du projet ; 3. Recrutement d'un maître d'ouvrage délégué (MOD-1) chargé de la mise en œuvre des activités ci-après : <ol style="list-style-type: none"> i. Etablissement de réseaux géodésique (au moins 525 points) dans les 4 villes, chefs-lieux de régions du projet ; ii. Dématérialisation des dossiers existants et mise en place d'un système de gestion intégrée informatisée des données; iii. Réalisation des plans cadastraux numériques dans les 4 villes du PAMOCCA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les marchés ont été attribués et les travaux ont démarré. Il est attendu la fin des travaux au cours du premier trimestre de 2014. 2. Le marché a été lancé, l'évaluation des offres est en cours. Le marché sera signé et le matériel livré durant le premier trimestre de 2014. 3. Le recrutement du Maître d'ouvrage délégué (MOD-1) est en cours. Les premiers livrables sont attendus pour le premier trimestre 2014. 	4,08
	Renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision du cadre organique et institutionnel et des textes de base afin de faciliter l'élaboration d'un code foncier. ▪ Activités de diagnostic, de réflexion et de sensibilisation sur les questions foncières, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La révision du cadre organique et institutionnel en cours. Le MOD-1 apportera une assistance dès la signature du contrat. ▪ Des conventions de partenariat signés avec deux ONG en vue du démarrage des campagnes de sensibilisation 	0,53
2	Composante II	Valorisation du système cadastral et domanial pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations		2,32
2.1	Développement d'un cadre de pilotage tripartite stratégique du système cadastral et domanial et d'outils appropriés	<p>Recrutement d'un Maître d'ouvrage délégué en vue de la mise en œuvre des activités ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Appui à la mise en place d'un cadre de pilotage de la stratégie nationale du cadastre ii. Elaboration d'outils de gestion du territoire tels que le schéma national d'aménagement du territoire et les plans directeurs d'urbanisme pour les villes Maroua et Garoua 	Le recrutement du Maître d'ouvrage délégué (MOD-2) est au stade de l'évaluation des offres. Le marché sera attribué avant la fin de l'année 2013 et les premiers livrables sont attendus pour le premier trimestre 2014	1,75
2.2	Renforcement des Capacités techniques, Institutionnelles et organisationnelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision des curricula des ingénieurs et techniciens de l'Ecole Nationale Supérieure de Travaux Publics (ENSTP) et acquisition d'équipements pédagogiques ▪ Equipement et soutien des activités des partenaires stratégiques de l'Etat (Communautés urbaines ; Ordre des géomètres ; Cameroun Business Forum) 	Activités à réaliser par le MOD-2 dont le recrutement est au stade de l'évaluation des offres.	0,57
3	Composante III	Gestion du projet		1,29
	Cout total de base			7,60
	Imprévus aléas physiques et inflation (5%)			0,62
	Coût total			8,22

III – JUSTIFICATION ET DESCRIPTION DU FINANCEMENT ADDITIONNEL

3.1. *Justification du financement additionnel*

3.1.1 La modernisation du cadastre et des domaines au Cameroun a connu un coup d'accélération depuis 2010 grâce à l'engagement des autorités et à l'appui de plusieurs partenaires au développement, dont la Banque⁴. Le Gouvernement a déjà consacré d'importantes ressources pour la création d'un nouveau réseau géodésique nationale et l'actualisation de la cartographie dans les villes de Yaoundé, Maroua et Garoua. Cependant, les défis demeurent importants, ainsi que les besoins de financement pour assurer une gestion efficace et transparente du foncier et des domaines sur l'ensemble du territoire Camerounais. Les principales faiblesses identifiées par l'étude-diagnostic demeurent pertinentes, en particulier, (i) l'absence d'un plateau technique moderne de gestion cadastrale et domaniale dans plusieurs importantes villes du pays, (ii) ainsi que l'absence de formation des agents de l'Etat en charge de la gestion foncière et domaniale.

3.1.2 En effet, au cours des cinq dernières années, la population a connu un taux de croissance annuel de 2,6% en moyenne, engendrant une forte pression sur les ressources foncières, avec une recrudescence des risques de conflits fonciers. Le taux d'urbanisation est estimé à 52% en 2010 avec un accroissement de 6 à 6,5% par an. Ce profil, qui dévoile une forte tendance migratoire vers les zones urbaines indique que de plus en plus la pression foncière va s'accroître dans les centres urbains, pour les besoins en logement, équipements socio collectifs et partant, les problèmes de gestion foncière, de sécurisation des droits et des transactions vont également s'accroître. Face à ces défis, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) reste confronté à un déficit à la fois quantitatif et qualitatif en termes de ressources humaines et en termes d'équipements de topographie et de géodésie.

3.1.3 Le cadre organique de ce département ministériel fonctionne avec environ 1 600 personnes pour un besoin estimé à 4 100, soit un déficit de 61% environ à combler. Les départs massifs à la retraite et la mobilité permanente des agents du MINDCAF n'améliorent pas cette situation de carence. Sur le plan qualitatif, en dehors de la Direction du Cadastre et de la Direction du Patrimoine de l'Etat qui utilisent des ingénieurs de façon stable et sédentarisée, les autres Directions ont un personnel varié avec des profils pas toujours adaptés. La Direction des Domaines, la Direction des affaires foncières et la division des affaires juridiques sont caractérisées par l'absence de corps spécialisés de la gestion foncière et domaniale. Pour y faire face, le Gouvernement a élaboré un programme de recyclage des agents en fonction et envisage également de créer une filière spécialisée à l'Ecole nationale de l'administration et de la magistrature (ENAM), pour doter l'administration d'un corps spécialisés en gestion foncière et domaniale.

3.1.3 En ce qui concerne l'absence de plateaux techniques généralisé, le Gouvernement envisage dans un premier temps, d'étendre les activités du PAMOCCA aux six autres villes, chefs-lieux de régions du pays. Sur la base des résultats obtenus, la modernisation du cadastre sera progressivement étendue à l'ensemble du pays.

⁴ Voir Appendice 4 : Tableau résumé des interventions des bailleurs de fonds dans le secteur et Annexe technique A2 : Situation récente dans les domaines d'intervention du PAMOCCA

3.2. Besoin de financement additionnel

3.2.1 Depuis l'adoption du DSCE en 2010, le Gouvernement tente de rattraper le retard accusé par le pays en matière de gestion foncière et domaniale. D'importantes ressources sont consacrées chaque année à la poursuite de la densification du réseau géodésique et à l'équipement des services du MINDCAF. Cependant, les contraintes financières du pays et la clôture de certains projets appuyés par d'autres partenaires techniques et financiers qui accompagnaient les efforts du Gouvernement ont ralenti la poursuite de la modernisation du cadastre dans les autres villes. Le Gouvernement a estimé à plus de 100 millions d'UC ses besoins de financement pour actualiser la cartographie du pays et moderniser le cadastre à l'échelle nationale.

3.2.2 Ainsi, le financement additionnel sollicité par le Gouvernement va contribuer à élargir les travaux de modernisation du cadastre et des domaines dans les six (6) autres villes chefs-lieux de régions du pays. Il va par ailleurs à consolider les activités de modernisation des plateaux techniques financées par le FAD, grâce au financement qu'il apportera au programme de recyclage et de création d'un corps de fonctionnaires spécialisés en gestion foncière et domaniale. Il est également attendu de ce financement additionnel un appui technique et financier à l'Agence de promotion des investissements (API) afin de permettre au pays de capitaliser sur la fiabilité des titres fonciers pour accroître les investissements directs étrangers. Enfin, un appui sera apporté à l'Association camerounaise des femmes juristes pour la poursuite des campagnes d'information et de sensibilisation sur le foncier auprès des populations.

3.3. Description des activités financées par le prêt additionnel FSN

Le financement additionnel d'un montant de 5 millions d'UC vise à consolider les résultats attendus du PAMOCCA et à étendre ses activités dans les six autres villes chefs-lieux de régions du pays. Par conséquent, les objectifs initiaux du PAMOCCA, tels que présentés dans la section II demeurent inchangés. Ils sont tout simplement étendus à l'ensemble des dix villes, chefs-lieux de régions du pays. Le prêt additionnel sera décaissé sur une période de quatre ans (2014-2017) pour financer les activités additionnelles du PAMOCCA. Le tableau ci-après présente les principales activités financées par le prêt FSN:

Tableau 3.3-1 :
Activités financées par le prêt FSN additionnel en millions d'UC

#	Nom de la composante	Activités	Coût
1.	Composante I	Modernisation du cadastre et des domaines	4,13
	Modernisation des plateaux techniques des directions centrales et de délégations régionales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction/réhabilitation des bâtiments des délégations du MINDCAF dans les <u>6 villes, chefs-lieux</u> de région (financé sur les fonds de la contrepartie gouvernementale) ; ▪ Acquisition de matériels techniques de géodésie et de topographie pour mettre à niveau les plateaux techniques des délégations du MINDCAF dans les six villes ; chefs-lieux de régions du projet ; ▪ Etablissement de réseaux de points de référence de quatrième et cinquième ordre (au moins 400 points) dans les six autres villes, chefs-lieux de régions du pays ; ▪ Dématérialisation des dossiers existants et mise en place d'un système de gestion intégrée informatisée des données dans les six villes, chefs lieu de régions. ▪ Etude, en vue de la création d'une base de données sur les réserves foncières du pays, accessibles aux administrations publiques y compris les communes et au secteur privé. 	4,13
2	Composante II	Valorisation du système cadastral et domanial pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations	1,27
	Renforcement des Capacités techniques, Institutionnelles et organisationnelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de sessions de formation continue pour les agents du MINDCAF (au moins 200 agents) ▪ Mise en place d'un cycle spécifique en gestion foncière et domaniale à l'ENAM (curricula, équipements et outils pédagogiques) pour la formation de 600 cadres sur quatre ans. ▪ Renforcement des capacités de l'API pour accroître les investissements privés ▪ Appui à l'ACAFEJ pour l'amélioration de la culture juridique des femmes en zone rurale par l'éducation aux droits économiques et sociaux, dans les régions Nord-ouest et Est. 	1,27
3	Composante III	Gestion du projet	0,83
	Coût total de base		6,24
	Imprévus aléas physiques et inflation (5%)		0,34
	Coût total		6,58

3.4. Coût additionnel et dispositifs de financement

Le coût du financement additionnel, hors taxes, est évalué à 6,58 millions d'UC (soit 4,92 milliards de FCFA, au taux de change en vigueur en août 2013), dont 2,20 millions d'UC en devises et 4,38 millions d'UC en monnaie locale. La contribution de la Banque au financement additionnel du projet est de 5,00 millions d'UC, et la contrepartie du Gouvernement est de 1,58 millions UC (soit 24% du coût total du projet). Les fonds de contrepartie couvrent la construction des bâtiments des délégations du MINDCAF dans 2 villes, chefs-lieux de régions (Ebolowa et Buea), la réhabilitation de quatre bâtiments dans les quatre autres villes chefs-lieux de régions (Bamenda, Bafoussam, Bertoua et Ngaoundéré) et les indemnités des membres du Comité technique d'orientation.

*Tableau 3.4-1 :
Coût estimatif des activités additionnelles dans les composantes du PAMOCCA*

Composantes	Cout en millions de FCFA			Cout en milliers d'UC			En %
	Devises	ML	Total	Devises	ML	Total	
1. Composante 1 : Modernisation du Cadastre et des Domaines	1,315.28	1,778.00	3,093.28	1,759.00	2,377.81	4,136.80	62.79
2. Composante 2 : Valorisation du Système Cadastral et Domanial pour l'Amélioration du Climat des Affaires et du Cadre de Vie des populations	220.00	730.00	950.00	294.22	976.27	1,270.49	19.28
3. Composante 3 : Gestion du projet	27.28	599.10	626.38	36.48	801.21	837.69	12.71
Total coût de base	1,562.56	3,107.10	4,669.66	2,089.70	4,155.29	6,244.98	94.79
Imprévus physiques %	39.06	77.68	116.74	52.24	103.88	156.12	2.37
provision pour hausse des prix %	46.88	93.21	140.09	62.69	124.66	187.35	2.84
Coût total du projet	1,648.50	3,277.99	4,926.49	2,204.63	4,383.83	6,588.46	100.00

*Tableau 3.4-2 :
Coût estimatif des activités additionnelles par source de financement
(en milliers d'UC)*

Source de financement	Côût en devise	Côût en monnaie locale	Côût total en UC	En %
Gouvernement	0.00	1,588.46	1,588.46	24%
FSN	2,204.63	2,795.37	5,000.00	76%
Coût total du Projet	2,204.63	4,383.83	6,588.46	100%

*Tableau 3.4-3 :
Coût des activités additionnelles du PAMOCCA par catégorie de dépenses*

CATEGORIES DE DEPENSES	Millions de FCFA			Millions d'UC			% en devises
	Devises	M.L.	Total	Devises	M.L.	Total	
TRAVAUX	0.00	1,000.00	1,000.00	0.00	1,337.35	1,337.35	20%
BIENS	1,076.56	269.14	1,345.70	1,439.74	359.94	1,799.68	27%
SERVICES	486.00	557.00	1,043.00	649.95	744.91	1,394.86	21%
FONCTIONNEMENT	0.00	655.96	655.96	0.00	877.24	877.24	13%
FORMATIONS	0.00	625.00	625.00	0.00	835.85	835.85	13%
Total coût de base	1,562.56	3,107.10	4,669.66	2,089.70	4,155.29	6,244.98	95%
Imprévus pour aléas physiques (2,5%)	39.06	77.68	116.74	52.24	103.88	156.12	2%
Imprévus pour hausse de prix (3%)	46.88	93.21	140.09	62.69	124.66	187.35	3%
Total coût projet	1,648.50	3,277.99	4,926.49	2,204.63	4,383.83	6,588.46	100%

Tableau 3.4-4 :

Calendrier des dépenses par composantes (en milliers d'UC)

Composantes	2014	2015	2016	2017	total
1. Composante 1 : Modernisation du Cadastre et des Domaines	385.05	1,997.63	1,382.45	371.68	4,136.80
2. Composante 2 : Valorisation du Système Cadastral et Domanial pour l'Amélioration du Climat des Affaires et du Cadre de Vie des populations	66.87	224.01	561.69	417.92	1,270.49
3. Composante 3 : Gestion du projet	53.71	48.22	367.88	367.88	837.69
Coût de base du Projet	505.63	2,269.86	2,312.02	1,157.48	6,244.98
Imprévus et inflation	27.81	124.84	127.16	63.66	343.47
Total	533.43	2,394.71	2,439.18	1,221.14	6,588.46

IV – FAISABILITE DU PROJET

4.1 Performance économique et financière

4.1.1 Le PAMOCCA ne génère pas de revenus directs, qui permettraient d'établir une rentabilité financière. L'appréciation de la performance du projet s'appuie donc sur les effets directs et indirects de ses réalisations au niveau économique et social, à moyen et long termes. Au titre des avantages économiques et financiers attendus, le projet permettra à l'Etat et aux communautés urbaines ciblées d'améliorer la mobilisation des recettes fiscales. Il est attendu une hausse des recettes foncières d'environ 15%, suite à l'exploitation des bases de données cadastrales et foncières actualisées. Les effets seront également favorables à moyen et long termes pour les acteurs du secteur privé et généreront des emplois (directs et indirects).

4.1.2 Les principaux indicateurs de performance identifiés et les résultats attendus à l'achèvement du PAMOCCA figurent dans le cadre logique axé sur les résultats. Ce sont essentiellement : (i) un accès amélioré à des titres fonciers fiables et sécurisés, matérialisé par l'augmentation du nombre de titres fonciers fiables délivrés par an, en particulier, les titres délivrés aux femmes ; (ii) l'augmentation des recettes fiscales dans les villes qui seront dotés d'un cadastre fiable et numérisé ; et (iii) une meilleure gestion des terres, notamment la constitution de réserves foncières pour les activités agro-industrielles.

4.1.3 L'agence d'exécution est responsable de la collecte et de l'analyse des données nécessaires à la vérification de ces indicateurs. Elle est assistée dans cette tâche par un Cabinet d'experts déjà recruté par le projet. Ce Cabinet développera un ensemble d'indicateurs qui seront validés par le Gouvernement et la Banque. Ces indicateurs seront régulièrement suivis et analysés dans les rapports d'activités du projet.

*Tableau 4.1-1 :
Principaux indicateurs de performance du projet*

Indicateurs	Valeur de référence en 2012	Valeur cible en 2017
Nombre de titres fonciers délivrés par an dans le nouveau référentiel géodésique national	0 avant 2012	10 000 titres par an
pourcentage de titres fonciers délivrés aux femmes	0,6 %	3%
Montants des ressources issues de la fiscalité foncières	8,7 milliards de FCFA	10 milliards de FCFA
Délais moyen d'obtention des titres fonciers dans l'ensemble du pays	12 mois	6 mois en 2017
Superficie de réserves foncières constituées pour les activités agro-industrielles	400 000 ha en 2012	3000 000 ha en 2017

4.2 Impact environnemental et social

Les activités additionnelles financées sur le FSN n'ayant pas d'incidence négative sur l'environnement et sur le social, le PAMOCCA demeure dans la catégorie 3. Le Projet permettra une meilleure prise en compte des aspects environnementaux et de son impact sur la climatologie dans les villes d'intervention, grâce à un géo-référencement précis des ressources nationales naturelles et à la gestion stratégique de ces ressources, rendue possible par la disponibilité d'un schéma national d'aménagement du territoire et l'informatisation des données et de leur gestion. Au niveau social, le projet contribue à l'atténuation des risques de conflits grâce à une meilleure sécurisation des titres fonciers.

4.3 Impact sur le genre

4.3.1 Les actions prévues dans le cadre du financement FSN renforceront l'impact du PAMOCCA sur l'accès des femmes à la propriété foncière. En effet, outre la sécurisation des titres fonciers et la constitution de réserves foncières, qui indirectement profiteront aux femmes, le FSN financera des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des populations pour faire appliquer le droit foncier. L'Association camerounaise des femmes juristes (ACAFEJ) qui mènent déjà ce genre de campagnes recevra l'appui pour intensifier ces campagnes. Par ailleurs le FSN financera une étude pour approfondir les connaissances sur la problématique de l'accès des femmes au foncier.

4.3.2 A travers ces activités, le PAMOCCA s'inscrit dans le Pilier 1 de la nouvelle stratégie de la Banque en matière de genre (ADF/BD/2013/86), qui vise à accroître de façon substantielle la contribution des femmes à la prospérité de l'Afrique, ainsi que le profit qu'elles en tirent. En soutenant la mise en place de réserves foncières, la réalisation d'un cadastre fiable, fondé sur un réseau géodésique homogène et unique, et la vulgarisation de la connaissance des droits liés au foncier, le PAMOCCA contribuera à un meilleur accès à la terre et au renforcement de la sécurisation foncière des femmes et des autres groupes vulnérables, garantissant une participation effective à la production économique de toutes les composantes de la population. Le projet contribuera ainsi, à long terme, à l'augmentation du nombre de femmes détentrices d'un titre foncier en zone rurale et urbaine. Entre 2012 et 2017, il est attendu que le nombre de titres fonciers délivrés aux femmes, environ 2300 sur un total de 370 000 titres fonciers enregistrés (soit 0,6%), augmente à 3% du montant total des titres fonciers délivrés. La poursuite des campagnes de sensibilisation permettra d'augmenter les chances d'atteindre ce résultat. Sur

la base des conclusions de l'étude qui sera menée sur la problématique de l'accès des femmes au foncier, d'autres actions pourront en découler pour améliorer l'accès des femmes à la propriété foncière.

V – EXECUTION

5.1 Dispositions en matière d'exécution

5.1.1 La mise en œuvre du prêt additionnel sera assurée par le dispositif actuel du PAMOCCA. Ce dispositif est structuré comme suit : (i) un Comité Technique d'Orientation (CTO), (ii) une Cellule d'exécution du Projet (CEP), (iii) des Unités de Gestion Déléguée du projet (UGD) au nombre de quatre, chargées de superviser deux agences de maîtrise d'ouvrage déléguée, et le MINDCAF comme Agence d'exécution du Projet. Pour l'administration du FSN, la CEP sera par contre renforcée par un comptable et un informaticien pour tenir compte de l'accroissement de la charge du travail et des activités du PAMOCCA. Le comptable viendra en appui au Responsable administratif et financier (RAF) du PAMOCCA compte tenu de la complexité engendrée par le financement additionnel. Quant à l'informaticien, sa tâche consistera à superviser l'ensemble du programme d'informatisation de services du MINDCAF. Le CTO et les UGD seront également ajustée en fonction des activités. La description de l'arrangement institutionnel du projet est détaillée dans l'annexe technique B3.

5.1.2 *Passation des marchés* : Toutes les acquisitions de biens et travaux par appel d'offres international (AOI) et de services de consultants financées sur les ressources du FSN se feront conformément aux *Règles et procédures de la Banque pour l'acquisition de biens et travaux (Edition de mai 2008, révisée en juillet 2012)* ou, selon le cas, aux *Règles et Procédures de la Banque pour l'utilisation des consultants (Edition de mai 2008, révisée en juillet 2012)*, à l'aide des dossiers d'appel d'offres types appropriés de la Banque. Pour les acquisitions de biens et travaux par appel d'offres national (AON) et consultation de fournisseurs, les procédures nationales seront utilisées sous réserve de la prise en compte des divergences identifiées par la Banque dans le Code national des marchés publics et des dossiers-types nationaux, telles qu'énoncées à l'Annexe III de l'Accord de prêt. En effet, les procédures nationales de passation des marchés du Cameroun ont fait l'objet d'une évaluation en 2011 par la Banque, qui a permis de conclure à l'utilisation de ces procédures et des Dossiers techniques d'appel d'offres nationaux (DTAON) dans le cadre des projets financés par la Banque à condition que les différences identifiées dans ces procédures et dossiers types nationaux soient corrigées, y compris la prise des mesures d'atténuation des risques. La CEP sera responsable de la passation de marchés. La CEP dispose de l'expérience nécessaire et des capacités requises pour la mise en œuvre des acquisitions. Le risque global du projet pour la passation de marchés est modéré. Un projet de plan de passation préparé par la CEP sera soumis à la Banque pour revue et approbation avant les négociations. Les détails relatifs aux acquisitions prévues dans le cadre du projet sont indiqués au tableau de l'annexe B.5.

5.1.3 *Gestion financière et audit*: La gestion financière du projet et la préparation des états financiers intérimaires et annuels seront de la responsabilité de la CEP, sous la supervision de l'Agence d'exécution. Le dispositif actuel de la CEP, qui comporte un Responsable administratif et financier (RAF) et un inspecteur des finances pour les audits internes, sera complété par un comptable. Le manuel de procédure sera actualisé pour tenir compte du personnel et des ressources du FSN. La CEP dispose des outils de gestion et le personnel est familier avec les procédures de la Banque. Les équipes fiduciaires de la Banque continueront à accompagner le renforcement des capacités conformément au programme de formation en place au Cameroun.

5.1.4 Une évaluation de la gestion financière (GF) a été menée par la Banque et a conclu que la CEP a une capacité adéquate en gestion financière pour fournir, avec une assurance raisonnable, des renseignements exacts, complets et en temps opportun sur l'état du projet requis par la Banque afin de satisfaire aux exigences minimales de la Banque en matière de gestion financière du projet. La revue a conclu que le niveau de risque global de la gestion financière du projet est considéré modéré. Les rapports d'audit du PAMOCCA couvriront les financements FAD et FSN et seront effectués par le même auditeur. Les rapports devront parvenir chaque année à la Banque au plus tard six mois après la clôture de l'exercice comptable.

5.1.5 *Décaissement* : Les décaissements des ressources FSN seront effectués conformément aux Règles et Procédures de la Banque selon les deux méthodes suivantes : (i) le compte spécial et (ii) les paiements directs. En particulier, les décaissements concernant l'acquisition de services des consultants internationaux, et des auditeurs externes, se feront par la méthode des paiements directs en faveur des différents contractants. Par ailleurs, conformément aux directives de la Banque, la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) ouvrira un compte spécial au nom du projet, pour recevoir les fonds de roulement pour la gestion du projet, auprès d'une banque jugée acceptable par la Banque. Un compte sera également ouvert pour recevoir les fonds de la contrepartie nationale.

5.2 *Gouvernance*

5.2.1 La gouvernance au Cameroun demeure une source de préoccupation majeure du Gouvernement. Des réformes ont été menées par le Gouvernement, avec la création en mars 2006, de la Commission nationale anticorruption (CONAC). Dans les actes, la lutte contre la corruption s'est manifestée par l'adoption en 2010 d'une stratégie de lutte contre la corruption. Les efforts du Gouvernement se poursuivent avec la dissémination de rapports sur la corruption et des campagnes de sensibilisation pour que les impacts soient plus perceptibles.

5.2.2 En ce qui concerne l'utilisation des ressources FSN dans le cadre du PAMOCCA, le suivi et l'évaluation des activités seront de la responsabilité de la Cellule de gestion, sous la supervision de la Direction du cadastre du MINDCAF. Les risques de mauvaise gouvernance ont été analysés lors de l'évaluation du projet. Le tableau détaillé des risques figure dans l'annexe technique B3. S'agissant des acquisitions, les principaux risques identifiés portent sur : (i) l'absence de contrôle a priori au niveau national des marchés publics ; (ii) l'absence d'un mécanisme de gestion des plaintes autonome et indépendant ; et (iii) la non application des conditions préalables à l'utilisation des procédures nationales pour les AON. Des mesures d'atténuation de ces risques ont été identifiées. La Banque réalisera des revues a priori des deux premiers marchés des biens et des deux premiers marchés de services soumis à la revue a posteriori. Ces revues permettront par ailleurs de tenir compte des divergences qui ont été identifiées entre les dossiers types nationaux et ceux de la Banque. En ce qui concerne la gestion des plaintes, la Banque poursuit le dialogue avec les autorités nationales afin que l'Agence de régulation des marchés publics soit impliquée dans l'examen des plaintes.

5.3 *Soutenabilité*

La soutenabilité du PAMOCCA repose d'abord sur l'engagement du gouvernement et l'approche participative dans sa préparation. Le second facteur de soutenabilité est à mettre en rapport avec l'engagement des autorités, pour la mise en place d'une filière de formation à l'ENAM dans le but de doter de manière pérenne, l'administration de cadres compétents pour la gestion foncière et domaniale. Le projet capitalise les résultats des différents chantiers en cours, dont la réforme

du cadastre fiscal (qui mobilise des financements très significatifs sur le budget de l'Etat), que le projet valorise, et s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation des finances publiques. Cet ancrage constitue un autre élément fort de la soutenabilité du projet. De plus, le secteur foncier relève des objectifs prioritaires du Gouvernement, qui dans le cadre de sa vision stratégique, entend se doter des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de développement soutenus par le projet. L'importance de la part contributive du Gouvernement au projet (projets financés par le budget d'investissement public, réfection et construction de locaux, recrutements, maintenance, équipements additionnels, taxes, impôts, droits de douanes etc.) et la prise en charge des coûts récurrents, attestent de l'engagement durable du Gouvernement du Cameroun dans ce processus de réforme.

5.4 *Gestion des risques*

Le tableau 5.4.1 ci-après donne un résumé des risques ainsi que les mesures d'atténuation liés à la mise en œuvre du projet.

*Tableau 5.4-1 :
Risques dans la gestion du projet et mesures d'atténuation*

Risques	Importance du risque	Mesures d'atténuation
Niveau de gouvernance générale dans le pays et cloisonnement des initiatives et réformes relatives aux questions foncières	modéré	Risque mitigé par des audits réguliers du projet et un suivi rapproché de CMFO et l'arrangement institutionnel qui met en interrelations les principaux acteurs publics et privés du secteur et la coordination institutionnelle des PTFs.
Risques fiduciaires et capacités d'exécution du Projet par la CEP	modéré	Reconduction de la CEP du PAMOCCA qui sera renforcée par un comptable et un informaticien. Le Maître d'ouvrage délégué de la composante 1 sera également reconduit par entente directe
Insuffisances de ressources humaines au MINDCAF pour rendre durable la réforme foncière	modéré	Risque limité par l'engagement du gouvernement à compléter les effectifs du MINDCAF, ainsi que la mise en place d'une filière à l'ENAM pour la formation des agents devant être recrutés au sein des administrations en charge de la gestion foncière et domaniale.

5.5 *Développement des connaissances*

Le PAMOCCA contribuera au développement des connaissances à travers des études et des formations. Il est envisagé les études ci-après : (i) étude en vue de la cartographie de l'ensemble du pays ; (ii) une étude pour la réalisation d'un cadastre national ; (iii) une étude sur l'aménagement du territoire national ; et (iv) une étude sur l'accès des femmes au foncier. Dans le domaine de la formation, le projet aidera à la définition de nouveaux curricula à l'ENSTP, en pour la formation des techniciens et ingénieurs topographes. Une assistance est également prévue pour la révision du cadre législatif et réglementaire du foncier. Le prêt FSN financera en particulier la définition de curricula pour la création d'une filière spécialisée en gestion foncière et domaniale à l'ENAM. L'ensemble des travaux analytiques conduits dans le cadre du PAMOCCA permettra à la Banque et au Gouvernement de renforcer leurs connaissances du domaine et de nourrir la stratégie nationale en matière de développement urbain et territorial.

VI – Cadre juridique

6.1 Instrument légal

Pour le financement additionnel du PAMOCCA, l'instrument ci-après sera utilisé : Un accord de prêt sur les ressources FSN d'un montant n'excédant pas 5 millions d'UC sera signé entre le Président du Groupe de la Banque et la République du Cameroun.

6.2 Conditions associées à l'intervention de la Banque

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

6.2.1 L'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est subordonnée à la réalisation par l'Emprunteur des dispositions de la section 12.01 des Conditions Générales.

Conditions préalables au premier décaissement

6.2.2 Outre l'entrée en vigueur, comme indiquée ci-dessus, le premier décaissement des ressources du Prêt sera subordonné à la réalisation par l'Emprunteur, à la satisfaction du Fonds, des conditions ci-après :

- Fournir à la Banque la preuve de l'ouverture au nom du Projet, auprès d'une banque jugée acceptable pour la Banque, d'un compte spécial dans lequel seront logées les ressources du FSN ;
- Fournir la preuve de la reconduction de la CEP du PAMOCCA comme cellule d'exécution des activités du financement additionnel FSN

Conformité avec les politiques de la Banque

Ce projet est conforme à toutes les politiques applicables de la Banque.

VII – CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

7.1 Conclusions

La problématique du foncier, reste une des contraintes majeures pour la création des richesses par l'établissement d'un climat favorable au développement du secteur privé et à l'amélioration de la mobilisation des ressources internes. A travers ce projet, la Banque contribue fortement à créer un climat social apaisé, au renforcement de la gouvernance dans la gestion des terres et à l'amélioration de l'environnement du secteur privé. Le premier financement accordé au projet a permis le démarrage des activités et le financement de la mise en place d'un cadastre moderne dans quatre villes pilotes. La poursuite des activités du projet dans les six autres villes, chefs-lieux de régions du pays est importante pour fournir au Gouvernement, une base solide en vue de la mise en œuvre du Cadastre national. Par ailleurs, au regard des faiblesses constatées dans les ressources humaines, il est indispensable d'assister le pays dans la remise à niveau du personnel en charge de la gestion foncière et domaniale afin de consolider les activités de modernisation du cadastre. Au regard de ce qui précède, le prêt additionnel sollicité par le Gouvernement permettra au PAMOCCA d'atteindre pleinement ses résultats.

7.2 Recommandation

La Direction recommande que le Conseil d'administration : (i) déroge, exceptionnellement, à l'application de la règle d'origine pour les biens et services devant être acquis dans le cadre du projet ; et (ii) approuve l'octroi à la République du Cameroun d'un prêt additionnel FSN d'un montant de cinq (5) millions d'UC, pour le financement du Projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires.

Appendice 1 : Cameroun - Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (e)
Comptes nationaux								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	9,877	21,76 0	23,20 2	23,51 9	24,23 7	...	...
RNB par habitant	\$ E.U.	630	1,160	1,210	1,200	1,210	...	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	10,04 6	23,29 5	23,41 4	23,57 8	26,48 2	26,40 4	29,196
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	10,04 6	13,21 6	13,46 8	13,91 2	14,48 2	15,19 8	15,960
Croissance du PIB en termes réels	%	-3.9	2.9	1.9	3.3	4.1	4.9	5.0
Croissance du PIB par habitant en termes réels	%	-6.1	0.7	-0.3	1.1	1.9	2.7	2.8
Investissement intérieur brut	% du PIB	15.5	18.2	18.5	19.0	20.6	21.3	21.4
Investissement public	% du PIB	2.6	2.4	2.2	2.2	2.4	3.1	3.2
Investissement privé	% du PIB	12.9	15.8	16.3	16.8	18.2	18.2	18.2
Epargne nationale	% du PIB	13.0	16.3	12.8	13.1	15.7	15.5	16.3
Prix et Monnaie								
Inflation (IPC)	%	0.9	5.3	3.0	1.3	2.9	3.0	3.0
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	712.0	447.8	472.2	495.3	471.9	510.5	...
Masse monétaire, variations annuelles (M2)	%	19.1	13.7	6.3	12.9	9.4	...	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB / M2)	%	14.1	21.0	21.0	22.5	23.0	...	...
Finances publiques								
Recettes totales et dons	% du PIB	18.5	21.2	17.4	16.6	17.9	18.0	17.6
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	14.4	19.0	17.5	17.7	20.7	21.5	21.5
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	4.1	2.2	-0.1	-1.1	-2.7	-3.5	-3.9
Secteur extérieur								
Variation en volume des exportations (marchandises)	%	-0.7	-2.0	-4.8	-0.5	6.3	10.1	7.1
Variation en volume des importations (marchandises)	%	14.9	5.8	-5.2	12.4	11.6	7.6	7.2
Variation des termes de l'échange	%	40.9	-3.5	-20.9	25.9	1.3	-5.1	-2.5
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	-61	-1,097	-1,797	-1,237	-1,194	-1,399	-1,554
Solde des comptes courants	% du PIB	-0.6	-4.7	-7.7	-5.2	-4.5	-5.3	-5.3
Réserves internationales	mois d'importations	1.1	4.7	7.0	6.7	4.3	4.0	...
Dettes et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	36.6	3.5	4.1	3.1	2.1	2.7	2.4
Dettes extérieures totales	% du PIB	74.3	5.2	5.3	6.2	7.3	8.6	9.1
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	218	590	765	245	665	...	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	377	549	648	541	623	...	...
Investissements nets directs en prov. de l'étranger	Million \$ E.U.	159	-24	668	354	360	...	...

Source: Département de la statistique de la BAD, à partir de sources nationales et internationales.

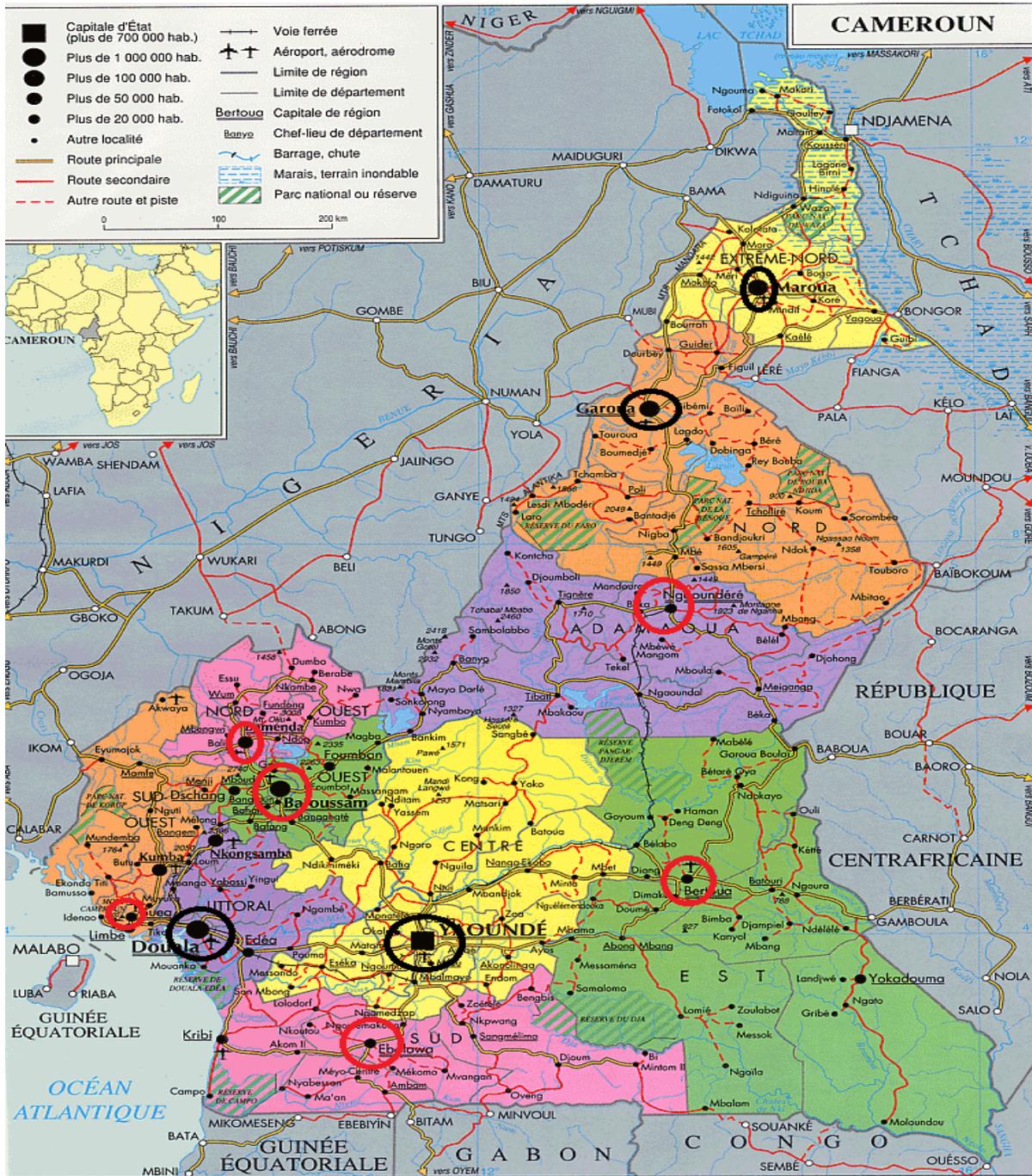
* Année la plus récente.

Dernière mise à jour : mai 2013

Appendice 2 : Tableau du portefeuille actif de la BAD au Cameroun au 30 septembre 2013

SECTEURS	PROJETS	Date Approbation	Date Signature	Mise en Vigueur	Date décaissement	Clôture	Contributions Banque (en millions d'UC)			
							Prêt BAD	Prêt FAD	Don FAD	Taux décaiss.
Multi-sectoriel	Projet Cadastre (PAMOCCA)	15.11.2010	05.01.2011	17.05.2011	10.02.2012	31.12.2015		7,00		10,41
Transport	Projet d'aménagement de la route Numba –Bachuo-Akagbe	15.11.2006	12.02.2007	12.07.2007	08.04.2008	31.12.2013		44,70		73,33%
	Etude route Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati- N'Gaoundéré.	14.10.2009	11.01.2010	29.03.2010	29.03.2010	31.12.2013		3,36		29,50%
	Projet route Kumba-Mamfé	21.11.2012	09.02.2013			31.12.2016		47,26		0%
Equipements collectifs	Projet d'assainissement de Yaounde (PADY 2)	19.06.2013	11.09.2013			31.12.2017		20,99		0%
	Projet AEPA-Semi – urbain	28.01.2009	13.05.2009	02.11.2009	28.05.2010	31.12.2013		40,00		4,73%
	Projet AEPA-milieu rural	12.05.2010	29.06.2010	14.04.2011	02.05.2011	29.02.2016		10,00	4,63	36,19%
Energie	Renforcement des réseaux électriques de transport et de distribution (PREREDT).	15.09.2010	15.10.2010	20.04.2011	22.01.2013	31.12.2016		31,64		0,80%
	Aménagement hydroélectrique Lom Pamgar	10.11.2011	18.01.2012	14.06.2012	14.12.2012	31.12.2017		44,93		0,02%
Secteur privé	Chantier naval et indust. (CNIC)	12.12.2002	02.06.2003	29.04.2005	29.04.2005	31.12.2014	32,13			41,67%
	Programme d'investissement AES-Sonel 51,00	10.05.2006	08.12.2006	13.02.2007	15.02.2007	31.12.2020	51,33			100%
	Growth-oriented women enterprises (GOWE)	27.12.2007	25.03.2009	24.06.2009	24.06.2009	31.12.2009	0,34			100%
	Usine thermique de Dimbamba	28.04.2010	11.05.2011	11.05.2011	15.07.2011	01.06.2023	19,86			100%
	Usine thermique de Kribi	15.07.2011	22.12.2011	22.12.2011	27.08.2012	15.11.2025	39,82			100%
Multinational Environnement	Sauvegarde des Eléphants d'Afrique centrale	22/07/2013						0,25		0%
Multi-national Transport	Programme de facilitation du transport et transit sur les corridors Douala-N'Djamena et Douala-Bangui	05.07.2007	22.02.2008	06.10.2008	11.11.2009	30.11.2014		48,00		81,00%
	Programme de facilitation des transports sur le corridor Bamenda- Mamfe-Ekok-Mfum-Abakaliki-Enugu.	25.11.2008	13.05.2009	04.11.2009	01.12.2009	31.12.2014		90,39		45,67%
	Projet de route Ketta -Djoug et facilitation du transport sur le corridor Brazzaville-Yaoundé.	25.09.2009	11.01.2010	29.03.2010	13.02.2012	31.12.2015		59,27		31,70%

Appendice 3 : Carte de la zone du projet



Cette carte a été fournie par le personnel de la Banque africaine de développement exclusivement à l'usage des lecteurs du rapport auquel elle est jointe. Les dénominations utilisées et les frontières figurant sur cette carte n'impliquent de la part du Groupe de la BAD et de ses membres aucun jugement concernant le statut légal d'un territoire ni aucune approbation ou acceptation de ses frontières.

Les zones d'interventions sont marquées en noir pour le PAMOCCA-FAD (Yaoundé, Douala, Maroua ; Garoua) et en rouge pour le PAMOCCA-FSN (NGaoundéré ; Bertoua ; Ebolowa ; Bafoussam ; Bamenda ; Buea).

Appendice 4 : Tableau résumé des interventions des bailleurs de fonds

Projet	Coût total (Milliards CFA)	Bailleurs	Montant du financement	Source du financement
Cadastre fiscal	17	Gouvernement	0,8	Budget
		Royaume d'Espagne	16,3	Prêt : Financement arrêté
Projet de cadastre national	89,5	Gouvernement	0,560	FAD
		BAD (PAMOCCA)	6,2	
Projet de d'informatisation des procédures, produits et archives de la Direction des Affaires foncières	2,5	Gouvernement	0,040	
		BAD (PAMOCCA)		
Projet de Développement durable des hautes terres du Cameroun par imagerie satellitaire	208	Gouvernement	Recherche de financement en cours	La coopération canadienne a arrêté ses financements
		Canada		
Projet de connexion des différentes bases de données des administrations clés et du secteur para public (E- Government)		Gouvernement	Discussions en cours avec la coopération sud-coréenne	
		Coopération Sud- coréenne		

Appendice 5 : Description détaillée des activités financées par le prêt additionnel FSN

Le tableau ci-après présente l'ensemble des activités du PAMOCCA. Le détail des activités financées par le FSN sont présentées dans les sections qui suivent.

#	Nom de la composante	Financement FAD	coût	Financement FSN	Coût
1.	Composante I	Modernisation du cadastre et des domaines			
			4,61		4,13
1.1	Modernisation des plateaux techniques des directions centrales et de délégations régionales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction/réhabilitation des bâtiments des délégations du MINDCAF dans les <u>4 villes, chefs-lieux</u> de régions (financé sur la contrepartie gouvernementale) ; ▪ Acquisition de matériels techniques de géodésie et de topographie pour mettre à niveau les plateaux techniques des services du MINDCAF dans les 4 régions du projet ; ▪ Etablissement de réseaux de points de référence de quatrième et cinquième ordre (au moins 525 points) dans les 4 villes, chefs-lieux de régions du projet ; ▪ Dématérialisation des dossiers existants et mise en place d'un système de gestion intégrée informatisée des données. Création d'un portail internet pour mettre les informations à la disposition de l'ensemble des parties prenantes (publiques, privées et la société civile) ; ▪ Réalisation des plans cadastraux numériques dans les 4 villes du PAMOCCA 	4,08	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction/réhabilitation des bâtiments des délégations du cadastre dans les <u>6 villes, chefs-lieux</u> de région (financé sur la contrepartie gouvernementale) ; ▪ Acquisition de matériels techniques de géodésie et de topographie pour mettre à niveau les plateaux techniques des délégations du MINDCAF dans les six villes ; chefs-lieux de régions du projet ; ▪ Etablissement de réseaux de points de référence de quatrième et cinquième ordre (au moins 400 points) dans les six autres villes, chefs-lieux de régions du pays ; ▪ Dématérialisation des dossiers existants et mise en place d'un système de gestion intégrée informatisée des données dans les six villes, chefs lieu de régions. ▪ Etude, en vue de la création d'une base de données sur les réserves foncières du pays, accessibles aux administrations publiques y compris les communes et au secteur privé. 	4,13
		Renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision du cadre organique et institutionnel et des textes de base afin de faciliter l'élaboration d'un code foncier. ▪ Activités de diagnostic, de réflexion et de sensibilisation sur les questions foncières, 	0,53		0
2	Composante II	Valorisation du système cadastral et domanial pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations			
			2,32		1,27

#	Nom de la composante	Financement FAD	coût	Financement FSN	Coût
2.1	Développement d'un cadre de pilotage tripartite stratégique du système cadastral et domaniale et d'outils appropriés	<ul style="list-style-type: none"> Appui au processus en cours lancé par le Gouvernement de mise en place d'un cadre de pilotage de la stratégie nationale du cadastre Elaboration d'outils de gestion du territoire tels que le schéma national d'aménagement du territoire et les plans directeurs d'urbanisme pour les villes Maroua et Garoua 	1,75		0
2.2	Renforcement des Capacités techniques, Institutionnelles et organisationnelles	<ul style="list-style-type: none"> Révision des curricula des ingénieurs et techniciens de l'Ecole Nationale Supérieure de Travaux Publics (ENSTP) et acquisition d'équipements pédagogiques Equipement et soutien des activités des partenaires stratégiques de l'Etat (Communautés urbaines ; Ordre des géomètres ; Cameroun Business Forum) 	0,57	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de sessions de formation continue pour les agents du MINDCAF (au moins 200 agents) Mise en place d'un cycle spécifique en gestion foncière et domaniale à l'ENAM (curricula, équipements et outils pédagogiques) pour la formation de 600 cadres sur quatre ans. Renforcement des capacités de l'API pour accroître les investissements privés Appui à l'ACAFEJ pour l'amélioration de la culture juridique des femmes en zone rurale par l'éducation aux droits économiques et sociaux, dans les régions Nord-ouest et Est. 	1,27
3	Composante III	Gestion du projet			
			1,29		0,83
	Coût total de base		7,60		6,24
	Imprévus aléas physiques et inflation (5%)		0,62		0,34
	Coût total		8,22		6,58

Composante I. Modernisation du cadastre et des domaines

L'objectif de cette composante est de contribuer à la modernisation du système de gestion du foncier pour le rendre fiable, efficient, accessible et transparent pour l'ensemble des utilisateurs. Elle comprend essentiellement la Modernisation des plateaux techniques de 6 régions et 28 Départements, la densification du réseau géodésique ; l'informatisation de la gestion foncière et la numérisation des titres fonciers et parcelles ; et la réalisation d'une étude, en vue de la création d'une base de données sur les réserves foncières.

Modernisation des plateaux techniques de 6 régions et 28 départements

Cette activité vise à créer un environnement professionnel qui permette que l'organisation du travail soit plus performante, ainsi qu'à accroître la fiabilité et la sécurité des données dans toute l'étendue du territoire. Les objectifs spécifiques visés sont entre autres l'amélioration des

conditions de travail dans les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et la qualité des services rendus aux usagers ; l'accroissement des recettes cadastrales, domaniales, foncières et fiscales ; l'optimisation dans l'acquisition et le traitement de l'information foncière de manière permanente à l'échelle nationale ; la réduction des délais de traitement et le coût de production des dossiers dans les délégations du MINDCAF ; la crédibilisation des droits réels fonciers ; et la promotion de l'égalité d'accès au foncier pour tous.

Les activités portent sur la construction/réhabilitation des locaux ; l'équipement de services de (6 régions et 28 départements) en matériels informatiques et bureautiques ; l'acquisition d'équipements topographique et de production (dessin, tirage et reprographie ;

Construction/réhabilitation des locaux et acquisitions d'équipements et formations à leur utilisation

- ◆ Travaux de construction/réhabilitation des locaux (sur financement de la contrepartie nationale) ; acquisition des équipements topographiques et informatiques pour six (06) Délégations Régionales du MINDCAF, suivant le tableau ci-dessous ;

N°	Région et Chef lieu	Situation et état des locaux abritant le service
1	ADAMAOUA / Ngaoundéré	Bâtiment à réfectionner
2	EST / Bertoua	Bâtiment à réfectionner
3	NORD-OUEST / Bamenda	Bâtiment à réfectionner
4	OUEST / Bafoussam	Bâtiment à réfectionner
5	SUD / Ebolowa	Bâtiment à construire
6	SUD-OUEST / Buea	Bâtiment à construire

- ◆ Acquisition des équipements topographiques et informatiques pour 10 Délégations Départementales du MINDCAF : Vina (Ngaoundéré) ; Lekié (Monaté) ; Mbam et Inoubou (Bafia) ; Lom et Djerem (Bertoua) ; Mezam (Bamenda) ; Mifi (Bafoussam) ; Mvila (Ebolowa) ; Océan (Kribi) ; Fako (Limbe) ; et Mémé (Kumba).
- ◆ Formation de deux cent (200) personnels à la prise en main des équipements techniques acquis et à l'utilisation des logiciels d'application.
- ◆ maintenance et entretien des équipements techniques et informatiques, ainsi que le paiement annuel des licences des récepteurs GPS afin de recevoir les corrections différentielles.

Densification du réseau géodésique

Il s'agira également de poursuivre la densification du réseau géodésique afin de matérialiser au moins 400 bornes additionnelles, dans les 6 régions. Avec la prise en compte des 525 bornes financées par le FAD et les 400 bornes du FSN, la Banque aura contribué à la réalisation de 925 bornes, soit 4,6% des 20025 bornes prévus. Le Gouvernement a déjà réalisé sur financement propre, 1159 bornes et compte réaliser environ 2000 bornes additionnelles au cours de la période 2014-2016. Au total, c'est plus de 3000 points de références du réseau géodésique qui seront réalisés d'ici la fin du projet PAMOCCA, soit 15% du total à réaliser.

Le projet financera également une étude-diagnostic pour la mise en fonctionnement de six stations GPS permanentes réalisées par le Gouvernement dans le cadre du projet de cadastre fiscale. Ces stations permanentes viennent compléter le réseau géodésique national en le rendant plus fonctionnel grâce aux innovations technologies de ces stations.

Informatisation et numérisation des titres et parcelles existants

Le projet financera les équipements informatiques et les services d'un consultant chargé d'élaborer des logiciels de gestion et de la numérisation des dossiers existants dans les villes couvertes par le projet. Cela permettra de pérenniser la documentation cadastrale et domaniale se trouvant dans les archives et les conservations foncières menacée de destruction, faute d'entretien. En outre la numérisation des titres et parcelles permettra aux administrations financières d'avoir une meilleure connaissance du potentiel fiscal sur la matière foncière et domaniale.

Etudes en vue de la création d'une base données sur les réserves foncières

Le projet financera les services d'un consultant national pour l'étude et la collecte des données en vue de la mise en place d'une base données sur les réserves foncières.

Composante II. Valorisation du système cadastral et domanial pour l'amélioration du climat des affaires et du cadre de vie des populations.

Cette composante vise à renforcer les capacités des agents des administrations foncières, ainsi que des structures parapubliques et privés impliquées dans la modernisation de la gestion foncière et domaniale. Il s'agit du renforcement des capacités de l'Agence de promotion des investissements (API) pour attirer les investisseurs étrangers ; renforcement des capacités de l'Institut national de la cartographie en matière production cartographique ; l'appui à la ACAFEJ pour des campagnes de sensibilisation sur le foncier ; et la mise en place d'un cycle spécifique en gestion foncière et domaniale à l'ENAM pour la formation de base des agents recrutés au sein du MINDCAF ; et la formation continue des agents en fonction au MINDCAF.

Renforcement des capacités de l'API pour accroître les IDEs.

L'API a pour mission, en liaison avec les Administrations et Organismes Publics et Privés concernés, de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la promotion des investissements au Cameroun. Elle assure les services publics auxquels ont droit les entreprises qui sollicitent ou ont obtenu le bénéfice d'un des régimes à l'investissement, le Code des Investissements ou la Charte des Investissements. L'API apporte également son soutien aux salons de promotion des entreprises (à travers l'organisation de rendez-vous d'affaires, B2B).

Pour renforcer les capacités de l'API, le projet va financera (i) des voyages d'étude du personnel de l'API dans les pays africains ayant de l'expérience dans le domaine pour le partage d'expérience ; (ii) du matériel informatique et bureautique en vue de la connexion de l'API à ses points focaux, ainsi qu'à la base de données sur les réserves foncières.

Renforcement des capacités de l'ACAFEJ pour améliorer l'accession aux titres fonciers par les femmes

L'Association camerounaise des femmes juristes élaboré un projet pour l'amélioration de la culture juridique des femmes en zone rurale à travers l'éducation aux droits économiques au Cameroun. Le projet comporte comme activités principales, une étude sur l'accès des femmes du monde rural à la terre et des actions de vulgarisation et de sensibilisation des principes d'égal accès à la terre. Le FSN financera l'étude et les campagnes de sensibilisation.

Renforcement des capacités de l'Institut nationale de cartographie.

L'Institut National de Cartographie est un établissement public qui a pour mission, l'exécution des travaux relatifs à la cartographie et à la télédétection, et la coordination de la recherche géographique sur l'ensemble du territoire. Ainsi, l'INC est notamment chargé d'exécuter ou faire exécuter tous les travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien des réseaux géodésiques, gravimétriques et de nivellement, ainsi que les réseaux de base de recherche et de collecte des données thématiques à caractère géographique. La grande priorité de l'Institut National de Cartographie est la production de la carte topographique de base du Cameroun. En effet, le pays est couvert par une cartographie de base dont l'échelle (1/200 000) ne permet pas de réaliser des plans cadastraux. La production de cette nouvelle carte passe nécessairement par : (i) la détermination et ajustement du modèle de géoïde gravimétrique local du Cameroun ; (ii) la mise en fonctionnement et l'extension du réseau de stations GPS permanentes et la couverture du territoire en photographies aériennes.

Dans le cadre du présent projet, il est envisagé un appui pour renforcer les capacités de l'INC dans le domaine de la production cartographique: (i) recrutement d'un consultant en vue de faire un diagnostic pour la mise en fonctionnement du réseau de stations GPS permanentes ; et (ii) l'achat d'équipements techniques dont deux gravimètres, afin de permettre à l'INC de compléter l'infrastructure géodésique du Cameroun, par la détermination et l'ajustement d'un modèle de géoïde gravimétrique local du Cameroun.

Mise en place d'un cycle spécifique en gestion foncière et domaniale à l'ENAM

Le projet permettra à travers cette activité la mise en place d'un cycle spécifique en gestion foncière et domaniale à l'ENAM (curricula, équipements et outils pédagogiques). De manière spécifique, le programme de formation vise à doter le MINDCAF de six cent (600) cadres de haut niveau spécialisés en gestion foncière et domaniale.

L'ENAM est un établissement public d'enseignement supérieur professionnel créé en juillet 1959 avec pour missions la formation et le perfectionnement des fonctionnaires. Elle a la forme d'un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et financière. L'ENAM est chargée d'assurer la formation professionnelle initiale des cadres de la fonction publique et également la formation continue à travers le Centre de Recherche et de Documentation (CRD), en collaboration avec les différentes divisions de la formation et en liaison avec son réseau d'experts.

Le coût de la formation sur deux années pour un élève, est estimé à environ 8 millions de FCFA. Le projet subventionnera la formation de 200 élèves sur la durée du projet, soit deux promotions de 100 élèves afin de combler les besoins urgents en personnel du MINDCAF.

Formation continue des agents du MINDCAF

Le FSN financera l'organisation de sessions de formation continue pour les agents du MINDCAF. A cet effet, des conventions seront passées par entente directe avec l'ENAM et pour un programme de formation en Gestion foncière et domaniale pour environ 200 personnes.

Appendice 6 : Glossaire des termes techniques du rapport

1.	Aménagement du territoire : Politique d'organisation du territoire. Il consiste au choix et en la mise en œuvre d'une ensemble de mesures diverses telles l'urbanisme, la planification économique, l'orientation agricole la décentralisation industrielle, l'expansion régionale pour un développement équilibré d'un territoire (un Etat en général), une répartition judicieuse de la population en fonction des potentialités dudit territoire.
2.	Cadastré : Système dont l'objet est d'identifier physiquement et juridiquement les biens immobiliers et d'en déterminer la valeur. Le cadastre est à la fois une liste de parcelles appropriées et une représentation graphique du parcellaire. Il est généralement composé d'un plan parcellaire à grande échelle, d'un état parcellaire et d'un registre identifiant les droits sur les immeubles bâtis et non bâtis. La documentation cadastrale comprend, pour chaque entité administrative : une matrice cadastrale qui décrit pour chaque propriétaire apparent, la liste des biens immobiliers lui appartenant ; un plan cadastral (informatisé ou non) qui porte les parcelles de propriétés numérotées et un état de section qui est la liste des parcelles avec leur numéro et leur propriétaire, par section. Le cadastre est en quelque sorte l'état civil de la propriété foncière.
3.	Conservation de la propriété foncière : Service dans lequel, sur la base des énonciations cadastrales, sont enregistrés tous les actes portant création ou modification de droits réels immobiliers.
4.	Domaine : Terme d'origine latine provenant du mot « <i>dominium</i> » qui désigne l'espace sur lequel s'exercent des droits possessifs exprimant l'idée de maîtrise plutôt que de propriété. Le domaine est appréhendé en termes de domaine public ou domaine privé et s'oppose aux biens appartenant aux particuliers. Les biens domaniaux qui constituent le domaine sont à la charge de l'Etat.
5.	Droit foncier : Ensemble des dispositions comprenant les règles relatives à l'accès à la terre et à sa gestion. Le droit foncier est déterminé par la législation étatique et par la gestion au jour le jour des enjeux que poursuivent les communautés rurales et urbaines par rapport à la terre par les institutions établies à cet effet.
6.	Droit de propriété : Droit réel le plus achevé car il permet d'user, de jouir et de disposer des choses d'une manière exclusive. Seuls la loi et les règlements peuvent limiter l'exercice du droit de propriété, pour des raisons d'intérêt général. En matière foncière, le droit de superficie est le nom donné au droit de propriété qui porte sur les constructions et les plantations dans le cas où la propriété de ces choses est dissociée de la propriété du sol.
7.	Foncier : Terme qui est originellement un adjectif, trouve son origine dans le latin avec le mot « <i>fundus</i> » qui désigne ce qui est relatif à un fonds de terre, à son exploitation, à son imposition.
8.	Gestion foncière : gestion des procédures d'accès à la terre et à la sécurisation des droits ainsi que des transmissions de ces droits liés à la terre.
9.	Gestion domaniale : Gestion des biens domaniaux, des domaines de l'Etat
10.	Livre foncier : Registre où sont consignés les actes constitutifs et modificatifs des droits sur les immeubles, les droits de propriété et les différents droits réels qui s'y rattachent.
11.	Lotissement : Opération consistant en la subdivision d'un terrain nu en plusieurs lots en vue d'habitation ou d'activités connexes (commerce, artisanat, industrie)
12.	Plan cadastral : Plan parcellaire à grande échelle d'une entité territoriale, subdivisé en sections selon l'étendue de l'entité territoriale.
13.	Parcelle : Etendue de terre élémentaire, délimitée et définie par sa double appropriation : propriétaire ou occupant, affectation du sol. La parcelle de propriété est la parcelle cadastrale, la plus petite unité du cadastre.
14.	Réseau géodésique, Système de référence : Un réseau géodésique est un ensemble de points matériels dont les coordonnées ont été déterminées. Sa fonction est de réaliser un système de référence terrestre et constitue une composante d'un processus de positionnement. Les points hiérarchisés de 1 ^{er} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} ordre servent de repères de référence pour obtenir des cartes ou des plans cadastraux.
15.	Titre Foncier : Document officiel attestant de la propriété de quelqu'un sur un terrain. Ce titre n'existe pas nécessairement dans tous les pays. Il apparaît dans les pays où le droit de propriété est reconnu l'autorité administrative. Quand le principe de l'immatriculation est appliqué comme c'est le cas au Cameroun et dans les anciennes colonies françaises, le titre foncier est une copie de l'inscription des droits du propriétaire au livre foncier.